

681431-2026 - Hange

Belgia – Kindlustusteenused – Renouvellement du portefeuille d'assurances de la Ville, du CPAS et de la Régie Communale Autonome

OJ S 191/2026 02/10/2026

Hanketeade või kontsessiooniteade – üldkord

Teenused

1. Hankija

1.1. Hankija

Ametlik nimi: Commune de Leuze-en-Hainaut

E-posti aadress: b.menu@leuze-en-hainaut.be

Hankija õiguslik vorm: Kohalik omavalitsus

Hankija tegevus: Üldised avalikud teenused

2. Menetlus

2.1. Menetlus

Pealkiri: Renouvellement du portefeuille d'assurances de la Ville, du CPAS et de la Régie Communale Autonome

Kirjeldus: Le présent marché est un marché de services d'assurances, qui tombe sous les codes CPV 66510000-8 jusqu'à et y compris 66720000-3. Il a pour objet l'attribution des lots d'assurances suivants : LOT 1 : ASSURANCES DOMMAGES, ACCIDENTS, RESPONSABILITÉS ET AUTOMOBILES (DIVISÉ EN 17 VOLETS) : Volet 1 : Assurance incendie et périls connexes Volet 2 : Assurance tous risques électroniques et informatiques Volet 3 : Assurance transport et séjours de valeurs Volet 4 : Assurance accident de travail Volet 5 : Assurance excédent-loi Volet 6 : Assurance 24h/24 pour le Collège communal Volet 7 : Assurance accidents pour les conseillers communaux Volet 8 : Assurance accidents pour les conseillers du CPAS Volet 9 : Assurance responsabilité civile générale Volet 10 : Assurance responsabilité propre aux mandataires publics Volet 11 : Assurance RC Exploitation et RC Professionnelle des Architectes Volet 12 : Assurance de la responsabilité objective en cas d'incendie et d'explosion Volet 13 : Assurance RC scolaire et collective accidents Volet 14 : Assurance de la responsabilité des Dirigeants (D&O) Volet 15 : Assurance sportive Volet 16 : Assurance flotte véhicules Volet 17 : Assurance omnium missions LOT 2 : ASSURANCE CYBER Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots. Le soumissionnaire est tenu, sous risque de voir son offre non retenue pour le lot en question, de soumissionner pour tous les volets d'un même lot.

Menetluse tunnus: 7edc324c-197d-496c-a032-ad318d482567

Sisemine tunnus: PPP07S-1027/6100/2026/046/1027-BM

Menetluse liik: Avatud

Kiirendatud menetlus: ei

2.1.1. Eesmärk

Lepingu olemus: Teenused

Peamine liigitus (cpv): 66510000 Kindlustusteenused

2.1.2. Lepingu täitmise koht

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

2.1.2. Lepingu täitmise koht

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

2.1.2. Lepingu täitmise koht

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

2.1.4. Üldine teave

Lisateave: Pouvoir adjudicateur : I. Commune de Leuze-en-Hainaut Adresse postale : Avenue de la Résistance, 1 à 7900 Leuze-en-Hainaut (Belgique) Code NUTS : BE328 Point(s) de contact : Monsieur Rudy Bral - @mail : r.bral@leuze-en-hainaut.be - tél : 069/66.98.46 II. Centre Public d'Action Sociale Adresse : Tour Saint Pierre, 14 à 7900 Leuze-en-Hainaut (Belgique) Code NUTS : BE328 Numéro national d'identification : C.P.A.S. Point(s) de contact : Madame Muriel Pecquereau - @mail : muriel.pecquereau@cpas-leuze-en-hainaut.be - tél : 069/36.24.07 III. Régie Communale Autonome Adresse : Rue d'Ath, 33 Bte. 5 à 7900 Leuze-en-Hainaut (Belgique) Numéro nation d'identification : RCA Point(s) de contact : Monsieur Ludovic Mauroy - @mail : l.mauroy@leuze-en-hainaut.be - tél : 069/45.28.30

Õiguslik alus:

Direktiiv 2014/24/EL

2.1.5. Hanke tingimused

Esitamise tingimused:

Hanke osade maksimaalne arv, mille kohta üks pakkuja võib pakkumusi esitada: 2

Lepingutingimused:

Nende osade maksimaalne arv, mille kohta võib sõlmida lepingu ühe pakkujaga: 2

2.1.6. Kõrvaldamise alused

Väljajätmise aluste allikad: Hankedokument

5. Osa

5.1. Osa: LOT-0001

Pealkiri: ASSURANCES DOMMAGES, ACCIDENTS, RESPONSABILITÉ, AUTOMOBILES - Ville, CPAS et RCA

Kirjeldus: Le lot 1 (Assurances dommages, accidents, responsabilités et automobiles) est divisé en 17 volets : Volet 1 : Assurance incendie et périls connexes Volet 2 : Assurance tous risques électroniques et informatiques Volet 3 : Assurance transport et séjours de valeurs Volet 4 : Assurance accident de travail Volet 5 : Assurance excédent-loi Volet 6 : Assurance 24h/24 pour le Collège communal Volet 7 : Assurance accidents pour les conseillers communaux Volet 8 : Assurance accidents pour les conseillers du CPAS Volet 9 : Assurance responsabilité civile générale Volet 10 : Assurance responsabilité propre aux mandataires publics Volet 11 : Assurance RC Exploitation et RC Professionnelle des Architectes Volet 12 : Assurance de la responsabilité objective en cas d'incendie et d'explosion Volet 13 : Assurance RC scolaire et collective accidents Volet 14 : Assurance de la responsabilité des Dirigeants (D&O) Volet 15 : Assurance sportive Volet 16 : Assurance flotte véhicules Volet 17 : Assurance omnium missions

Sisemine tunnus: 2026/046/1027-BM_1

5.1.1. Eesmärk

Lepingu olemus: Teenused

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Linn: Leuze-en-Hainaut

Sihtnumber: 7900

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

Lisateave: Conseil de l'Action Social du CPAS

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Postiaadress: Avenue de la Résistance 1

Linn: Leuze

Sihtnumber: 7900

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

Lisateave: Hotel de Ville

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Postiaadress: Rue d'Ath, 33 Bte. 5

Linn: Leuze-en-Hainaut

Sihtnumber: 7900

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

Lisateave: Régie Communale Autonome de la Commune de Leuze-en-Hainaut

5.1.3. Eeldatav kestus

Kestus: 1 460 Päevad

5.1.4. Uuendamine

Maksimaalne lepingu uuendamiste arv: 3

Muu informatsioon uuendamise kohta: Le lot 1 comporte trois reconductions. Le marché a une durée d'un an prenant cours à la date de début des contrats d'assurances, telle que mentionnée dans la lettre de notification d'attribution de son offre au soumissionnaire (date envisagée : le 1er janvier 2027 à 00h00). Il est ensuite reconductible tacitement et sans formalité avec un maximum de trois reconductions. La durée totale du marché et de ses reconductions ne peut en aucun cas excéder quatre ans à dater de la conclusion de celui-ci. Chaque partie peut néanmoins mettre fin de manière unilatérale au contrat d'assurance à la fin de la première, de la deuxième ou de la troisième année, à condition que la notification à l'autre partie soit faite par lettre recommandée, en respectant le délai de préavis suivant : - en cas de résiliation par le preneur d'assurance : au moins trois mois avant l'échéance annuelle ; - en cas de résiliation par l'assureur : au moins six mois avant l'échéance annuelle. La partie qui exerce ce droit de mettre fin au marché n'est tenue au paiement d'aucune indemnité à l'autre partie.

5.1.6. Üldine teave

Reserveeritud osalemine:

Osalemine ei ole reserveeritud.

Tuleb esitada lepingu täitmiseks määratud töötajate nimed ja nende kutsequalifikatsioonid: Ei ole nõutud

Hankeprojekt, mida ei rahastata ELi vahenditest

Hanke suhtes kohaldatakse riigihankelepingut (GPA): jah

5.1.9. Kvalifitseerimistingimused

Valikukriteeriumide allikad: Teade

Kriteerium: Muud majanduslikud või finantsnõuded

Valikukriteeriumi kirjeldus: La preuve qu'il est agréée par la Banque Nationale de Belgique (BNB) pour pratiquer les branches d'assurances du présent marché (partie IV A.1). Outre cette preuve, si le candidat est inscrit au registre d'un État membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique, il doit apporter la preuve qu'il est autorisé à exercer par voie de succursale en Belgique et en outre un document d'où il ressort qu'il dispose d'une filiale ou d'une représentation suffisante en Belgique. Niveau(x) minimal(aux): la preuve de cet agrément

Kriteerium: Viited määratud teenustele

Valikukriteeriumi kirjeldus: La liste des principaux services d'assurances réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant des primes estimées, la date et l'identité des preneurs d'assurance concernés. Niveau(x) minimal(aux): 3 références par lot

Kriteerium: Muud majanduslikud või finantsnõuded

Valikukriteeriumi kirjeldus: * Le soumissionnaire doit remplir la partie III du DUME qui a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion énoncés dans le DUME sont ceux repris mutatis mutandis aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. Ils sont divisés en trois catégories : a) Section A : Motifs liés à des condamnations pénales (art. 67 : motifs d'exclusion obligatoire) L'adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure que ce soit, le soumissionnaire qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes : 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal ou à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée ; 2) corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du Code pénal ou à l'article 3 de la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne ou à l'article 2.1., de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé ; 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002 ; 4) infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies à l'article 137 du Code pénal, aux articles 1er ou 3, de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002, relative à la lutte contre le terrorisme, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision-cadre ; 5) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels que définis à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ou à l'article 1er de la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ; 6) travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains définis à l'article 433 quinquies du Code pénal ou à l'article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil ; 7) occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de l'article 35/7 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou au sens de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers. Les exclusions 1) à 6) s'appliquent pour une période de 5

ans à compter de la date du jugement. Le critère d'exclusion 7) quant à lui s'applique pour une période de 5 ans à partir de la fin de l'infraction. Vérification des motifs d'exclusion Le pouvoir adjudicateur n'ayant pas la possibilité de vérifier lui-même l'absence de motifs d'exclusion obligatoires, le soumissionnaire devra produire, dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande, un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que les exigences relatives à l'absence de motifs d'exclusion obligatoires sont bien remplies, ainsi que le casier judiciaire de la personne habilitée à représenter le soumissionnaire aux fins de la présente procédure. En effet, l'obligation d'exclure le candidat ou le soumissionnaire s'applique aussi lorsque la personne condamnée par jugement définitif est un membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit candidat ou soumissionnaire ou détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (article 67 de la loi). En conséquence, l'adjudicateur se réserve le droit de demander la production de l'extrait de casier judiciaire de tout autre membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou de toute autre personne qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein. La date de délivrance de l'extrait de casier judiciaire ne peut être antérieure à 6 mois avant la date limite de dépôt des offres. Concernant un soumissionnaire belge, la demande de casier judiciaire d'une personne morale doit être effectuée auprès du Casier judiciaire central du SPF Justice. Voici les informations à cet égard : https://justice.belgium.be/fr/themes_et_dossiers/documents/demander_des_documents/extraits_de_casier_judiciaire. Adresse à laquelle l'extrait de casier judiciaire peut être demandé : CasierJudiciaire@just.fgov.be. Concernant les personnes physiques, l'extrait de casier judiciaire est celui au nom de la personne concernée et doit être demandé à l'administration communale de son lieu de résidence. Enfin, le modèle de casier judiciaire est le modèle 1 délivré pour une profession réglementée sur base de l'article 596.1 du Code d'instruction criminelle. Lors de la demande, il faut spécifier qu'il s'agit d'une soumission à un marché public. b) Section B : Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Conformément aux articles 67 et 68 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le soumissionnaire doit être en règle relativement à ses obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et ses obligations fiscales. Le pouvoir adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure de passation que ce soit

5.1.10. Pakkumuste hindamise kriteeriumid

Kriteerium:

Liik: Kulu

Kirjeldus: Prix

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 45

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Service

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 40

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Garanties

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 10

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Environmental Social and Gouvernance (ESG)
Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)
Hindamiskriteerium – arv: 5

5.1.11. Hankedokumendid

Hankedokumentide aadress: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1027/7S/2026>

5.1.12. Hanke tingimused

Esitamise tingimused:

Elektrooniline esitamine: Nõutav

Esitamise aadress: <https://www.publicprocurement.be>

Keeled, milles võib pakkumusi või osalemistaotlusi esitada: prantsuse keel

Elektrooniline kataloog: Ei ole lubatud

Variandid: Ei ole lubatud

Pakkumuste esitamise tähtaeg: 02/11/2026 10:00:00 (UTC+01:00) Kesk-Euroopa aeg, Lääne-Euroopa suveaeg

Periood, mille jooksul pakkumus peab jääma kehtivaks: 120 Päevad

Teave avaliku avamise kohta:

Avamise kuupäev: 02/11/2026 10:00:00 (UTC+01:00) Kesk-Euroopa aeg, Lääne-Euroopa suveaeg

Koht: Hôtel de ville, Salle du Conseil, 1er étage

Lepingutingimused:

Lepingu täitmine peab toimuma kaitstud tööhõive programmide raames: Ei

E-arveldamine: Nõutav

Kasutatakse elektroonilisi tellimusi: ei

Kasutatakse elektroonilisi makseid: ei

5.1.15. Vahendid

Raamleping:

Ei kohaldata raamlepingut

Teave dunaamilise hankesüsteemi kohta:

Ei kohaldata dunaamilist hankesüsteemi

5.1.16. Lisateave, lepitus ja vaidlustus

Vaidlustusorgan: Conseil d'Etat

Teave vaidlustamise tähtaegade kohta: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : Conseil d'Etat

Organisatsioon, mis annab lisateavet hankemenetluse kohta: Cellule Marchés publics

Organisatsioon, mis annab lisateavet vaidlustamise kohta: Conseil d'Etat

Organisatsioon, millele laekuvad osalemistaotlused: Cellule Marchés publics

5.1. Osa: LOT-0002

Pealkiri: ASSURANCE CYBER - Ville, CPAS et RCA

Kirjeldus: ASSURANCE CYBER - Ville, CPAS et RCA

Sisemine tunnus: 2026/046/1027-BM_2

5.1.1. Eesmärk

Lepingu olemus: Teenused

Peamine liigitus (cpv): 66510000 Kindlustusteenused

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Linn: Leuze-en-Hainaut

Sihtnumber: 7900
Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)
Riik: Belgia
Lisateave: Conseil de l'Action Social du CPAS

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Postiaadress: Avenue de la Résistance 1
Linn: Leuze
Sihtnumber: 7900
Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)
Riik: Belgia
Lisateave: Hotel de Ville

5.1.2. Lepingu täitmise koht

Postiaadress: Rue d'Ath, 33 Bte. 5
Linn: Leuze-en-Hainaut
Sihtnumber: 7900
Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)
Riik: Belgia
Lisateave: Régie Communale Autonome de la Commune de Leuze-en-Hainaut

5.1.3. Eeldatav kestus

Kestus: 1 460 Päevad

5.1.4. Uuendamine

Maksimaalne lepingu uuendamiste arv: 3
Muu informatsioon uuendamise kohta: Le lot 2 comporte trois reconductions. Le marché a une durée d'un an prenant cours à la date de début des contrats d'assurances, telle que mentionnée dans la lettre de notification d'attribution de son offre au soumissionnaire (date envisagée : le 1er janvier 2027 à 00h00). Il est ensuite reconductible tacitement et sans formalité avec un maximum de trois reconductions. La durée totale du marché et de ses reconductions ne peut en aucun cas excéder quatre ans à dater de la conclusion de celui-ci. Chaque partie peut néanmoins mettre fin de manière unilatérale au contrat d'assurance à la fin de la première, de la deuxième ou de la troisième année, à condition que la notification à l'autre partie soit faite par lettre recommandée, en respectant le délai de préavis suivant : - en cas de résiliation par le preneur d'assurance : au moins trois mois avant l'échéance annuelle ; - en cas de résiliation par l'assureur : au moins six mois avant l'échéance annuelle. La partie qui exerce ce droit de mettre fin au marché n'est tenue au paiement d'aucune indemnité à l'autre partie.

5.1.6. Üldine teave

Reserveeritud osalemine:

Osalemine ei ole reserveeritud.
Tuleb esitada lepingu täitmiseks määratud töötajate nimed ja nende kutsekvalifikatsioonid: Ei ole nõutud
Hankeprojekt, mida ei rahastata ELi vahenditest
Hanke suhtes kohaldatakse riigihankelepingut (GPA): jah

5.1.9. Kvalifitseerimistingimused

Valikukriteeriumide allikad: Teade
Kriteerium: Muud majanduslikud või finantsnõuded

Valikukriteeriumi kirjeldus: La preuve qu'il est agréé par la Banque Nationale de Belgique (BNB) pour pratiquer les branches d'assurances du présent marché (partie IV A.1). Outre cette preuve, si le candidat est inscrit au registre d'un État membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique, il doit apporter la preuve qu'il est autorisé à exercer par voie de succursale en Belgique et en outre un document d'où il ressort qu'il dispose d'une filiale ou d'une représentation suffisante en Belgique. Niveau(x) minimal(aux): la preuve de cet agrément

Kriteerium: Viited määratud teenustele

Valikukriteeriumi kirjeldus: La liste des principaux services d'assurances réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant des primes estimées, la date et l'identité des preneurs d'assurance concernés. Niveau(x) minimal(aux): 3 références par lot

Kriteerium: Muud majanduslikud või finantsnõuded

Valikukriteeriumi kirjeldus: * Le soumissionnaire doit remplir la partie III du DUME qui a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion énoncés dans le DUME sont ceux repris mutatis mutandis aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. Ils sont divisés en trois catégories : a) Section A : Motifs liés à des condamnations pénales (art. 67 : motifs d'exclusion obligatoire) L'adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure que ce soit, le soumissionnaire qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes : 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal ou à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée ; 2) corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du Code pénal ou à l'article 3 de la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne ou à l'article 2.1., de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé ; 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002 ; 4) infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies à l'article 137 du Code pénal, aux articles 1er ou 3, de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002, relative à la lutte contre le terrorisme, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision-cadre ; 5) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels que définis à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ou à l'article 1er de la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ; 6) travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains définis à l'article 433 quinquies du Code pénal ou à l'article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil ; 7) occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de l'article 35/7 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou au sens de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers. Les exclusions 1) à 6) s'appliquent pour une période de 5 ans à compter de la date du jugement. Le critère d'exclusion 7) quant à lui s'applique pour une période de 5 ans à partir de la fin de l'infraction. Vérification des motifs d'exclusion Le pouvoir adjudicateur n'ayant pas la possibilité de vérifier lui-même l'absence de motifs d'exclusion

obligatoires, le soumissionnaire devra produire, dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande, un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que les exigences relatives à l'absence de motifs d'exclusion obligatoires sont bien remplies, ainsi que le casier judiciaire de la personne habilitée à représenter le soumissionnaire aux fins de la présente procédure. En effet, l'obligation d'exclure le candidat ou le soumissionnaire s'applique aussi lorsque la personne condamnée par jugement définitif est un membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit candidat ou soumissionnaire ou détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (article 67 de la loi). En conséquence, l'adjudicateur se réserve le droit de demander la production de l'extrait de casier judiciaire de tout autre membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou de toute autre personne qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein. La date de délivrance de l'extrait de casier judiciaire ne peut être antérieure à 6 mois avant la date limite de dépôt des offres. Concernant un soumissionnaire belge, la demande de casier judiciaire d'une personne morale doit être effectuée auprès du Casier judiciaire central du SPF Justice. Voici les informations à cet égard : https://justice.belgium.be/fr/themes_et_dossiers/documents/demander_des_documents/extraits_de_casier_judiciaire. Adresse à laquelle l'extrait de casier judiciaire peut être demandé : CasierJudiciaire@just.fgov.be. Concernant les personnes physiques, l'extrait de casier judiciaire est celui au nom de la personne concernée et doit être demandé à l'administration communale de son lieu de résidence. Enfin, le modèle de casier judiciaire est le modèle 1 délivré pour une profession réglementée sur base de l'article 596.1 du Code d'instruction criminelle. Lors de la demande, il faut spécifier qu'il s'agit d'une soumission à un marché public. b) Section B : Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Conformément aux articles 67 et 68 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le soumissionnaire doit être en règle relativement à ses obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et ses obligations fiscales. Le pouvoir adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure de passation que ce soit

5.1.10. Pakkumuste hindamise kriteeriumid

Kriteerium:

Liik: Kulu

Kirjeldus: Prix

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 45

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Service

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 40

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Garanties

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 10

Kriteerium:

Liik: Kvaliteet

Kirjeldus: Environmental Social and Governance (ESG)

Hindamise kaalukriteeriumi kategooria: Kaal (punktid, täpne)

Hindamiskriteerium – arv: 5

5.1.11. Hankedokumendid

Hankedokumentide aadress: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1027/7S/2026>

5.1.12. Hanke tingimused

Esitamise tingimused:

Elektrooniline esitamine: Nõutav

Esitamise aadress: <https://www.publicprocurement.be>

Keeled, milles võib pakkumusi või osalemistaotlusi esitada: prantsuse keel

Elektrooniline kataloog: Ei ole lubatud

Variandid: Ei ole lubatud

Pakkumuste esitamise tähtaeg: 02/11/2026 10:00:00 (UTC+01:00) Kesk-Euroopa aeg, Lääne-Euroopa suveaeg

Periood, mille jooksul pakkumus peab jääma kehtivaks: 120 Päevad

Teave avaliku avamise kohta:

Avamise kuupäev: 02/11/2026 10:00:00 (UTC+01:00) Kesk-Euroopa aeg, Lääne-Euroopa suveaeg

Koht: Hôtel de ville, Salle du Conseil, 1er étage

Lepingutingimused:

Lepingu täitmine peab toimuma kaitstud tööhõive programmide raames: Ei

E-arveldamine: Nõutav

Kasutatakse elektroonilisi tellimusi: ei

Kasutatakse elektroonilisi makseid: ei

5.1.15. Vahendid

Raamleping:

Ei kohaldata raamlepingut

Teave dünaamilise hankesüsteemi kohta:

Ei kohaldata dünaamilist hankesüsteemi

5.1.16. Lisateave, lepitus ja vaidlustus

Vaidlustusorgan: Conseil d'Etat

Teave vaidlustamise tähtaegade kohta: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : Conseil d'Etat

Organisatsioon, mis annab lisateavet hankemenetluse kohta: Cellule Marchés publics

Organisatsioon, mis annab lisateavet vaidlustamise kohta: Conseil d'Etat

Organisatsioon, millele laekuvad osalemistaotlused: Cellule Marchés publics

8. Organisatsioonid

8.1. ORG-0001

Ametlik nimi: Commune de Leuze-en-Hainaut

Registreerimisnumber: 0216693149

Postiaadress: Avenue de la Résistance 1

Linn: Leuze-en-Hainaut

Sihtnumber: 7900

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

Kontaktpunkt: Bambou Menu

E-posti aadress: b.menu@leuze-en-hainaut.be

Telefon: +32 69669870

Faks: +32 69665665

Internetiaadress: <https://www.leuze-en-hainaut.be/>

Selle organisatsiooni rollid:

Hankija

8.1. ORG-0002

Ametlik nimi: Cellule Marchés publics

Registreerimisnumber: CMP

Postiaadress: Avenue de la Résistance, 1

Linn: Leuze-en-Hainaut

Sihtnumber: 7900

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Tournai-Mouscron (BE328)

Riik: Belgia

Kontaktpunkt: Bambou Menu

E-posti aadress: b.menu@leuze-en-hainaut.be

Telefon: +32 69669870

Internetiaadress: <https://www.leuze-en-hainaut.be/>

Selle organisatsiooni rollid:

Organisatsioon, mis annab lisateavet hankemenetluse kohta

Organisatsioon, millele laekuvad osalemistaotlused

8.1. ORG-0003

Ametlik nimi: Conseil d'Etat

Registreerimisnumber: BE 0931.814.266

Postiaadress: Rue de la Science, 33

Linn: BRUXELLES

Sihtnumber: 1040

Riik – jaotus (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Riik: Belgia

E-posti aadress: info@conseildetat.be

Telefon: +32 22349611

Internetiaadress: <http://www.raadvst-consetat.be/>

Selle organisatsiooni rollid:

Vaidlustusorgan

Organisatsioon, mis annab lisateavet vaidlustamise kohta

8.1. ORG-0004

Ametlik nimi: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Registreerimisnumber: BE 0475.480.736

Linn: Antwerpen / Anvers

Sihtnumber: 2000

Riik – jaotus (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Riik: Belgia

E-posti aadress: info@3p.eu

Telefon: +32 3 294 30 51

Selle organisatsiooni rollid:

Tugiteenuse osutaja

8.1. ORG-0005

Ametlik nimi: FPS Policy and Support

Registreerimisnumber: BE 0671.516.647

Linn: Brussels

Sihtnumber: 1000

Riik – jaotus (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Riik: Belgia

E-posti aadress: e.proc@publicprocurement.be

Telefon: +32 2 740 80 00

Selle organisatsiooni rollid:

TED eSender

Teave teate kohta

Teate tunnus/version: 08831617-9952-4a73-99ee-17ebc745a509 - 01

Vormi liik: Hange

Teate liik: Hanketeade või kontsessiooniteade – üldkord

Teate alaliik: 16

Teate saatmise kuupäev: 30/09/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Ida-Euroopa aeg, Kesk-Euroopa suveaeg

Teate saatmise kuupäev (eSender): 30/09/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Ida-Euroopa aeg, Kesk-Euroopa suveaeg

Keeled, milles käesolev teade on ametlikult kättesaadav: prantsuse keel

Teate avaldamise number: 681431-2026

ELT S väljaande number: 191/2026

Avaldamise kuupäev: 02/10/2026